

LES MÉFAITS DE L'AGRO-INDUSTRIE DANS LA VALLÉE DU SOUSS (MAROC)

Dans le sud du Maroc, les paysans de la plaine du Souss sont victimes du développement accéléré de l'agriculture industrielle des fruits et légumes...

Au début de cette année, mon attention a été attirée par un courriel provenant des syndicats agricoles du Souss marocain appelant à soutenir les luttes des ouvriers dans les grandes exploitations de production de fruits et légumes sous serre. Profitant d'un séjour dans le sud du Maroc, j'ai cherché à me renseigner sur ces conflits sociaux. Pour atteindre la vallée du Souss en partant de Marrakech, il faut traverser le Haut Atlas : on arrive dans la plaine de Taroudant et Agadir, bordée vers le sud par la chaîne de l'Anti-Atlas et bordée par l'océan Atlantique. C'est le troisième centre de la culture berbère au Maroc et une région qui a toujours pesé lourd dans l'histoire du pays.



Souss : L'intérieur d'une serre plastique avec des rangs de pieds de tomates grappes

Le Protectorat français avait déjà implanté des domaines d'agriculture moderne dans le Souss, surtout pour la production d'agrumes, mais depuis l'indépendance du pays et surtout depuis les années 80, c'est le développement accéléré d'une agriculture intensive des fruits et légumes sous serres plastiques qui a transformé la région.

Elle est ainsi devenue le centre principal de l'agro-industrie au Maroc : avec 28.000 hectares de plantations d'agrumes et près de 18.000 hectares de production maraîchère intensive elle assure 60% des exportations marocaines d'agrumes et 80% des exportations de primeurs. C'est l'apport de capitaux d'origine européenne (français, espagnols et autres) qui a permis cette croissance rapide de la production et des exportations marocaines, dont nous trouvons les résultats dans les rayons de fruits et légumes de toute l'Europe grâce à un système de transport adapté aux volumes produits. Comme on peut s'en douter, ces investisseurs retirent des profits substantiels de ces activités, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays méditerranéens, mais les discussions que j'ai pu avoir sur place tant avec les syndicalistes qu'avec les cadres techniques de ces entreprises montrent que le bilan de ce type de croissance pose de sérieux problèmes.

Pour l'avenir de la région, le plus grave problème est celui de l'épuisement des ressources en eau : dans cette région semi-aride, l'irrigation est une nécessité, mais les ressources s'épuisent avec des prélèvements anarchiques dans les nappes phréatiques. Alors que les paysans marocains pouvaient trouver de l'eau il y a vingt ans dans des puits d'une dizaine de mètres, aujourd'hui les grandes exploitations sous serres plastiques vont la chercher avec des forages très coûteux entre 200 et 300 mètres de profondeur et la course au profit n'a pas permis d'imposer une discipline de ces prélèvements, qui font baisser dangereusement le niveau des nappes souterraines. La première conséquence de ce "pillage de l'eau" a été la marginalisation des petits paysans, qui n'ont pas les moyens de se payer de tels forages. Ils ont été obligés d'abandonner leurs exploitations et de se louer dans les fermes "modernes". Mais pour l'avenir c'est un épuisement grave de la ressource qui se profile, à une échéance de moins de dix ans. Les investisseurs européens pourront repartir, une fois leurs profits obtenus, mais la population marocaine ?

Il y a aussi des conséquences immédiates, dont la principale est la situation très dure vécue par la main d'œuvre : l'agro-industrie des serres plastiques



Souss : Un groupe d'ouvrières chargées dans un camion

emploi dans le Souss-Massa 60 à 70.000 salariés dont 90% sont des migrants venus de toutes les régions du Maroc et parmi eux beaucoup de femmes, surtout employées dans les stations de conditionnement. Les grandes sociétés qui gèrent les exploitations, pour atteindre les taux de profit maximum, ne se soucient pas des conditions de travail et de vie de leurs ouvriers : ils sont payés en moyenne 5 euros par journée de travail et sont soumis à des conditions difficiles, transports dangereux en camions, milieux de travail confinés, souvent pollués par des produits chimiques, pratiquement sans aucun respect des normes d'hygiène et de sécurité. On relève un problème de harcèlement sexuel des ouvrières et même des accidents pour les femmes enceintes. La plupart de ces travailleurs, hommes ou femmes, sont célibataires, éloignés de leur famille ; beaucoup sont divorcés et on m'a signalé que le Souss est la région du Maroc la plus touchée par le sida. Bref la situation sociale est catastrophique. L'avenir de ce prolétariat est sombre, car l'extension des accords de libre-échange entre l'Europe et les pays méditerranéens va faire peser sur eux, dans le contexte du capitalisme mondialisé, les contraintes de la fameuse "concurrence libre et non faussée" imposée par l'Union européenne, alors que la situation sociale est désastreuse dans l'ensemble du Maroc et que les gouvernants de ce pays semblent décidés à tirer profit du très bas niveau des salaires et à ne pas se libérer de cet esclavage...

Ce qu'attendent de nous ces travailleurs, par leurs luttes actuelles et avec le soutien de leur syndicat, c'est notre solidarité pour contraindre leurs employeurs européens à appliquer le droit du travail marocain. Selon les syndicalistes, et malgré ses insuffisances, celui-ci n'est respecté que par 5 à 10% des employeurs, qui sont par ailleurs à la pointe des technologies de cette agriculture productive. Ils demandent le droit de se syndiquer, le droit de disposer d'une fiche de paie et d'être déclarés à la Sécurité Sociale (cette déclaration est laissée au libre arbitre des employeurs au Maroc). Ils demandent au fond que soit reconnue leur condition et leur dignité de salariés et ne

sont même pas en mesure de revendiquer des améliorations de leur salaire et de leurs conditions de travail. C'est pour avoir soutenu des revendications aussi minimalistes que les ouvriers récemment syndiqués d'une entreprise à capitaux français gérant une trentaine d'exploitations de 20 hectares chacune, entièrement sous serre plastique, ont été licenciés.

Je pose la question: comment pouvons nous manifester concrètement notre solidarité avec ces travailleurs de l'agrobusiness, dont les actionnaires se comportent de la même façon tout autour de la Méditerranée ?

Marc Ollivier